



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO VIOLENCES, MALNUTRITION, ÉPIDÉMIES, EXODE DE LA POPULATION

L'ONU dénonce le désastre humanitaire oublié dans lequel sombre le Nord-Kivu

NEW YORK (Nations unies)

CORRESPONDANT

Dans une relative indifférence, le Nord-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a sombré, au cours de l'année 2007, dans un abîme humanitaire fait de combats, de viols, d'enrôlement forcé d'enfants et d'exactions qui ont, selon l'ONU, contraint près de 437 000 personnes à fuir leurs villages. La dernière vague de violences, qui porte à 800 000 le nombre des déplacés dans la province, est due aux combats, qui ont culminé entre août et décembre 2007, entre les 25 000 hommes déployés par les Forces armées congolaises (FARDC) et les quelque 4 000 rebelles du général déchu Laurent Nkunda.

Selon le coordinateur des secours d'urgence de l'ONU, John Holmes, « cette crise n'est pas moins importante que celle du Darfour, ni moins lourde de conséquences inacceptables pour des millions d'innocents, et elle ne devrait pas faire l'objet d'une attention moindre de la part des grandes chancelleries du monde ».

D'après les projections onusiennes, près de 240 000 personnes de plus pourraient fuir dans les prochains mois, si rien n'est fait. Au cours des années précédentes, près de 400 000 Congolais avaient déjà pris la route, dans le Nord-Kivu, pour échapper aux rebelles hutus rwandais du FDLR (dont certains ont participé au génocide de 1994) et aux milices locales Mai-Mai.

Les déplacés, qui jusque-là vivaient dans des familles d'accueil, sont désormais regroupés dans des camps improvisés, faits de tentes en plastique, notamment à proximité de la capitale provinciale, Goma, et de Saké, où près de 4 500 casques bleus assurent une relative sécurité. « J'espère que la crise actuelle ne sera pas

La RDC tente d'organiser une conférence de paix à Goma

La République démocratique du Congo (RDC) a appelé à un sommet pour la paix au Nord-Kivu, fixé d'abord au 27 décembre 2007 puis repoussé au 6 janvier à Goma, afin de mettre un terme aux combats entre insurgés tutsis, forces gouvernementales et autres groupes armés, dans la province de l'est du pays.

La conférence de paix, organisée à l'initiative du président Joseph Kabila, vise à rassembler toutes les parties du conflit. Elle devrait réunir plus de 500 personnes, députés, membres de la société civile, militaires et représentants des différentes communautés ethniques du Nord et du Sud-Kivu. Le général rebelle tutsi Laurent Nkunda n'a pas confirmé pour l'instant sa participation. — (AFP.)

oubliée », explique Marine Lepage, coordinatrice des opérations d'urgence de l'organisation non gouvernementale (ONG) Solidarités. La responsable, jointe par téléphone à Goma, évoque une « situation déplorable » et des conditions de vie « dramatiques pour les civils », dans un contexte de « violence permanente ».

L'ONU, qui a déployé en RDC la plus onéreuse de ses missions (17 000 hommes pour plus de 1,1 milliard de dollars par an), peine à focaliser l'attention de la communauté internationale sur une crise complexe, qui a coûté près de 4 millions de vies depuis 1996. L'organisation n'a pour l'heure reçu que 64 % des 687 millions de dollars dont elle a besoin pour faire face aux besoins humanitaires dans un pays riche en ressources naturelles, mais où l'espérance de vie n'est que de 43 ans.

« Ciblage délibéré des civils »

Des responsables onusiens évoquent une « lassitude » des donateurs, qui ont placé des espoirs vite déçus dans les premières élections libres, lesquelles ont, en novembre 2006, confirmé au pouvoir le président Joseph Kabila. Certains fonctionnaires s'indignent aussi de constater qu'il est plus facile d'attirer l'attention sur l'avenir des espèces rares de gorilles des montagnes affectées par les combats dans les Kivu, que sur le sort des civils.

La situation humanitaire est pourtant l'une des pires au monde. « Les plus gros problèmes sont l'accès à l'eau, la nourriture, et l'assainissement pour prévenir les épidémies », explique Marine Lepage. La malnutrition et le choléra gagnent du terrain, estime Médecins sans frontières et les déplacés, dont certains fuient depuis des années, sont « à bout de force ». Selon Solidarités, « au moins 200 000 personnes déplacées ne peuvent recevoir d'aide, alors même que les besoins augmentent ».

Le travail des ONG est entravé par « les combats, la multiplication des acteurs armés non contrôlés et les blocages routiers ». Les ONG ont aussi constaté « une augmentation du ciblage délibéré des civils ». Le viol est devenu, selon le Comité international de la Croix-Rouge, « une arme de guerre ». La mission de l'ONU sur place (Monuc) a confirmé que « des centaines d'enfants continuent d'être envoyés sur la ligne de front par des groupes armés au Nord-Kivu », où certains font office « d'esclaves sexuels » ou de porteurs. Ces « recrutements » sont systématiques parmi les troupes de Laurent Nkunda, qui, le 17 décembre, ont, selon l'ONU, enrôlé de force 200 élèves de l'école secondaire de Tongo, dans le secteur du Tutshuru, après avoir brûlé leur matériel scolaire et leurs cartes d'identité.

L'ONU s'inquiète aussi d'une « exacerbation de la connotation ethnique du conflit », qui trouve ses racines dans le génocide rwandais de 1994 (près de 800 000 morts, essentiellement au sein de la minorité tutsie). Laurent Nkunda se pose en défenseur des Tutsis congolais, contre les anciens génocidaires hutus du FDLR, qui ont trouvé refuge en RDC après l'accession au pouvoir à Kigali du Front patriotique rwandais, composé d'exilés tutsis. Le général rebelle accuse l'armée congolaise de soutenir les FDLR, tandis que Kinshasa le soupçonne d'être armé et financé par Kigali. ■

PHILIPPE BOLOPION

